

A deux sur le banc de touche

Autor(en): **Dépraz, Alex**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **43 (2006)**

Heft 1706

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009183>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ecole, le salut viendra de l'extérieur

Une bonne formation et des titres d'études n'assurent plus la promotion sociale rêvée. Individualisme et compétition en ont pris la place et plongé le monde dans la violence.

L'école subit les convulsions de la fin du Miracle helvétique (1937-1987). La longue crise économique et sociale des années 80 et 90 a fait craquer la société de concorde, version helvétique du keynésianisme. De nos jours, la concurrence devient le mode social de régulation marginalisant la négociation et, ceci appelant cela, les cycles économiques croissance-récession, de plus en plus rapprochés, deviennent la règle.

Hier, pendant le Miracle, de nombreux amortisseurs de crise agissaient. Aujourd'hui ils sont mis progressivement de côté par de nouvelles alliances politiques faisant la part belle à l'UDC blo-

chérienne. Toutes les activités de la société sont atteintes. Dans la sphère du travail, la rivalité salariale s'exacerbe sur fond de pressions patronales, malgré les résistances syndicales. Le logement social n'est plus destiné à des catégories de salariés qui espéraient une vie meilleure. Chaque cycle de récession produit des laissés-pour-compte de longue durée qu'il faut loger.

La connaissance, qui était considérée comme un moyen pour grimper dans l'échelle sociale, est aussi débarquée. La gauche, social-démocrate ou extrême, ne s'y était pas trompée, soutenant à fond l'école publique et les réformes successives qu'elle déclenchait, car elle per-

mettait ainsi à ses enfants de prendre l'ascenseur social.

Maintenant, la concurrence sans cesse accrue et, son pendant, un individualisme teinté de cynisme, mettent au placard une bonne formation.

Malgré les replâtrages nostalgiques massifs et toujours repris qui visent soit à camoufler l'ébranlement de la Maison Suisse, soit à prêcher les qualités passées de l'ancien modèle, de moins en moins de citoyens croient au retour de l'Etat providence et de l'école comme lieu de promotion sociale.

Keynes et Piaget sont morts depuis longtemps. Non sans avoir annoncé la débâcle. Pour Keynes, l'économie-casino de-

vient l'économie mondiale. Pour Piaget, l'accommodation l'emporte sur l'adaptation.

Une vague de désinhibition et de violence sans précédent ébranle notre monde. Partout dans la culture contemporaine se déroule un combat étonnant entre les impulsions qui apprivoisent cette nouvelle donne et celles qui la bestialisent comme par exemple dans la TV réalité style *Koh Lanta*.

L'école n'échappe pas à ce phénomène. En Europe, après les Etats-Unis, les enseignants commencent à mettre en place des systèmes de protection vis-à-vis des élèves. Mais le tout sécuritaire, c'est l'échec. On ne peut pas envoyer les forces de l'ordre contre un fait de société.

Les policiers armés en faction, les caméras cachées ou pas, l'uniforme en classe, le rappel à l'ordre des parents ou le retour des notes, toutes ces mesures ne font pas une politique de l'instruction publique. L'angélisme non plus d'ailleurs quand il excuse, voire nie les incivilités et les violences, ou les condamne du bout des lèvres lorsqu'elles sont graves et se cachent opportunément derrière le mot réforme.

Il s'agit alors pour l'école de sortir d'elle-même et retourner ces forces négatives, si elle veut redevenir crédible. Ce n'est plus à l'intérieur de l'institution que se passe le combat principal, mais à l'extérieur, si l'on veut voir naître une structure capable de contenir la violence. *dm*

Cet article reprend des thèmes abordés sous le titre *Le prix de l'individualisme* dans le numéro 1558 de *Domaine Public*, mai 2003.

A deux sur le banc de touche

Malgré la déconvenue survenue en Autriche, la «Nati» bénéficie d'un capital de sympathie record. Un avantage certain à vingt mois de disputer une prestigieuse compétition, l'Eurofoot, dans son propre pays. Le public aime les équipes qui gagnent : les bons résultats de l'équipe nationale sont évidemment pour beaucoup dans sa popularité. Chose rare en football : l'entraîneur échappe presque à toute critique. En l'occurrence, on pourrait presque dire «les entraîneurs», tant Jakob «Köbi» Kuhn et son adjoint Michel Pont forment un duo pratiquement indissociable. L'adjoint romand a notamment permis d'améliorer la communication au sein de l'équipe : l'esprit de famille a succédé aux clans que formaient joueurs alémaniques et romands. C'est aussi l'entraîneur genevois, consultant de longue date à la TSR, qui porte la bonne parole de Köbi auprès des médias romands. Véritable icône du football outre-Sarine depuis qu'il enchantait les spectateurs du Letzi-

grund, Kuhn a aussi réussi à conquérir l'exigeant public romand. Ce résultat doit faire pâlir d'envie quelques hommes politiques. Hans Rudolf Merz chercherait ainsi à comprendre pourquoi son impopularité en Suisse romande survit aux exercices comptables bénéficiaires de la Confédération. Mais le ministre n'envisage sans doute pas d'avoir un Michel Pont des finances fédérales à ses côtés. En effet, cette idée semble étrangère aux mœurs helvétiques, faites d'équilibres subtils entre communautés linguistiques et de prétendue compréhension mutuelle. La recette de la Nati - véritable symbole patriotique - pourrait pourtant être recyclée : pourquoi ne pas imaginer des secrétaires d'état romands pour seconder certains conseillers fédéraux ou des duos à la tête des grandes entreprises publiques ? Principal inconvénient de la méthode : elle rend difficile l'accès du minoritaire au pouvoir. Köbi partira après l'Eurofoot 2008. Le gouailleux Michel Pont s'y voit déjà. Son rôle de bras droit romand qu'il interprète à merveille pourrait bien le desservir au moment du choix du nouveau sélectionneur. *ad*